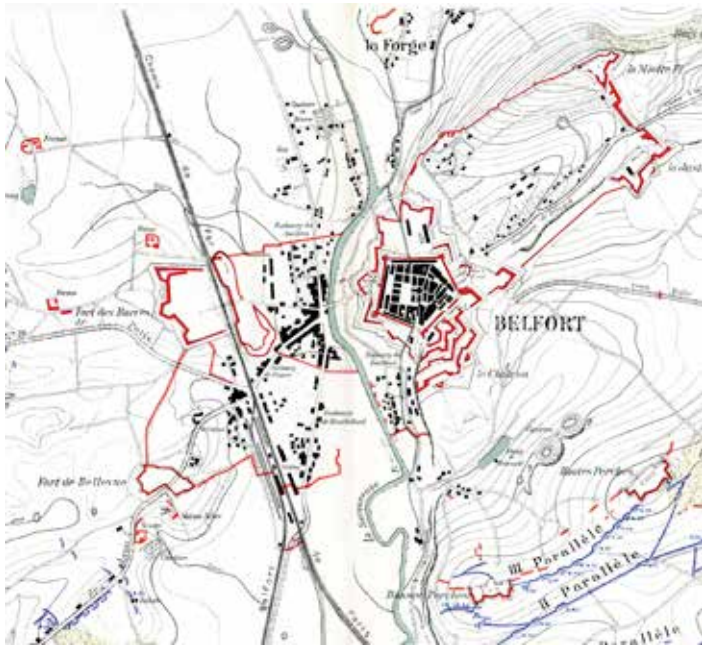


1870 - 1871 *Belfort assiégé*



Musée(s) de BELFORT

*Un modèle
de défense héroïque*



Plan de la ville assiégée,
dessinée par le commandant
du génie Papuchon
(coll. Musée(s) de Belfort)

103 jours de résistance et la révélation d'un stratège

En juillet 1870, la France gouvernée par l'empereur Napoléon III, déclare la guerre à la Prusse. Dans les semaines qui suivent, les défaites s'enchaînent. Le pays est envahi et le 2 septembre, l'Empereur est fait prisonnier à Sedan. Le 4 septembre, un gouvernement républicain de défense nationale est proclamé à Paris, décidé à poursuivre la lutte.

À partir du 3 novembre 1870, la place alsacienne de Belfort est investie par une division de **Landwehr** prussien sous le commandement du général Udo von Treskow (1808 - 1885). Le colonel Aristide Denfert-Rochereau (1823 - 1878) refuse la sommation de capitulation que lui propose l'ennemi le 4 novembre. Il déclare alors " nous connaissons l'étendue de nos devoirs envers la France et envers la République et nous sommes décidés à les remplir ".

Pendant plus d'un mois, s'appuyant sur une stratégie de défense en profondeur inédite, la garnison de Belfort effectue de nombreuses sorties, soutenue par son artillerie à longue portée. Denfert parvient aussi à tenir à distance les assiégeants grâce aux travaux de fortifications menés dès l'été sur les hauteurs de Bellevue, au sud ouest de Belfort par le capitaine **Édouard Thiers**. D'autres

aménagements effectués aux Perches, à Danjoutin et à Pérouse complètent la défense. Dans la place, de talentueux ingénieurs s'évertuent à mettre en place une fonderie pour fabriquer des munitions, et créent une mitrailleuse. **Le capitaine Sosthène de la Laurencie** (1843-1921) apporte quelques modifications techniques pour allonger le porté des canons. I

À partir du 3 décembre les premiers obus tirés par les Allemands atteignent la ville. Mais une violente riposte de la garnison alliée à un problème d'approvisionnement de l'artillerie allemande interrompt le bombardement, qui ne reprend que le 13. Le maire de la cité, Édouard Mény, se démène pour encourager et secourir la population.

La progression prussienne sur certaines positions permet à l'assiégeant de reprendre le feu, de façon intensive et quasi continue. Le 8 janvier, les Allemands s'emparrent de la garnison épuisée de Danjoutin. Aux conditions climatiques très rigoureuses de l'hiver 1871 s'ajoutent une épidémie de fièvre typhoïde et de variole qui contribuent à abaisser le moral des défenseurs.

Le 16 janvier 1871, l'armée de l'Est, initialement composée de 100 000 hommes, issus de presque toute la France et commandée par le général Charles-Denis Bourbaki (1816 -1897) est envoyée de Bourges pour libérer Belfort de son siège. Supérieure en nombre, elle parvient à affaiblir les troupes allemandes le long de la Lizaine, vers Chenebier et Frahier, obligeant le général Graf von Werder (1808-1888) à desserrer son étreinte sur la place forte alsacienne. Mais Bourbaki, surestimant son adversaire et méconnaissant la réalité de la situation, ordonne la retraite le 18 janvier, au lieu de profiter de l'avantage évident. Belfort ne sera

donc pas libérée. Le 21 janvier, les Allemands réussissent à prendre Pérouse malgré une résistance opiniâtre.

Avec des troupes renforcées et du matériel supplémentaire, von Treskow intensifie les opérations de siège. Le 26 janvier, sûr de sa victoire, il lance une offensive contre les forts des Perches, principal appui des assiégés. C'est un échec ; l'assiégeant perd 500 hommes, et il doit se résoudre à une progression beaucoup plus lente, tranchée par tranchée.



ci-contre :
Shako de la Landwehr prussienne
modèle 1860. La majorité des troupes
assiégeantes portaient cette coiffure.
Col. Musée(s) de Belfort

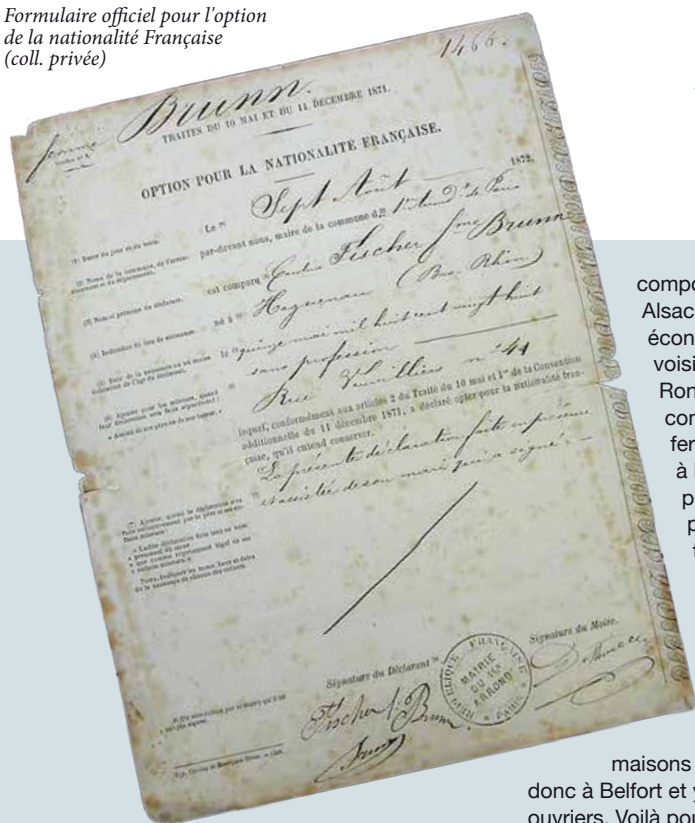
Évacués par les Français, les forts ne tombent que le 8 février, permettant aux Allemands d'installer de nombreuses batteries destinées à détruire la citadelle.

Malgré les menaces d'anéantissement faites par le général von Treskow, le colonel Denfert Rochereau souhaite continuer la lutte le 13 février 1871. Or il reçoit une dépêche du gouvernement français l'autorisant à suspendre les hostilités. Le 15, l'armistice est signé à Pérouse. Le Président de la République **Adolphe Thiers** (1797-1877) négociera l'avenir de Belfort. Alors, après 103 jours d'une héroïque résistance, la garnison quitte la ville, la tête haute et les armes à la main.

Le bilan est lourd. Sur les 18 000 hommes de la garnison on dénombre 4 750 victimes : 3 150 blessés ou disparus, 1 600 morts dont 300 civils. La ville est terriblement éprouvée par les 73 jours de bombardement. Les Allemands déplorent quant à eux 2 000 victimes.



Vue de la ville en ruine depuis la citadelle
fin de l'hiver 1871
(photo Braun : coll. Musée(s) de Belfort)



Et Belfort demeura française

composante de l'ancienne Alsace, présente des conditions économiques favorables : voisinage du bassin houiller de Ronchamp, bonnes voies de communications surtout ferroviaires, Belfort étant reliée à Paris, Lyon et Mulhouse. La proximité de la frontière et la possibilité de disposer de terrains libres très vastes à côté de la voie ferrée ont aussi été décisifs dans le choix de Belfort. La plaine de Cravanche, jusque là déserte devient alors un immense chantier.

La plupart des grandes maisons mulhousiennes s'installent donc à Belfort et y amènent leurs meilleurs ouvriers. Voilà pourquoi la ville est qualifiée quelque fois de « nouvelle Mulhouse ». La SACM, Société Alsacienne de Constructions Mécaniques, s'implante en 1879 à proximité des faubourgs nord de Belfort et ne tarde pas à devenir le premier employeur de la ville. Ses effectifs passent de 80 ouvriers en 1880 à près de 7 000 en 1914. Cette expansion est liée au développement du marché de l'électricité et à la diversification de sa production : locomotives, machines textiles, moteurs à gaz, turbines à vapeur, ouvrages métalliques, etc. Elle devient "Alsthom" (Alstom aujourd'hui) quelques années plus tard.

Des entreprises de tissage arrivent également. Dollfus-Mieg et Compagnie (DMC), en est la plus célèbre. Ses premiers bâtiments sont élevés entre 1879 et 1880, sa filature en 1905. De nombreux industriels haut-rhinois suivent comme les Koechlin, Dollfus, Steiner, Stein, Schwartz, etc.

L'essor démographique de la ville est considérable puisqu'en trente ans, de 1872 à 1901, la population civile passe de 8 000 à 32 567 habitants soit une augmentation de 400 % ! Cet afflux de population entraîne la création de nouveaux quartiers particulièrement vers l'ouest de la ville, le long de la voie ferrée où sont installés les industriels alsaciens et vers le nord, entre la voie ferrée et la Savoureuse.

Dans ce secteur apparaissent les « cités ouvrières ». Entre 1880 et 1885, la SACM fait construire un premier ensemble de maisons ouvrières sur le modèle des cités mulhousiennes, maisons mitoyennes composées de deux à six logements. Le faubourg des Vosges, quartier ouvrier, voit sa population passer de moins de 200 habitants en 1872 à plus de 12 500 en 1911.



Usine de la SACM de Belfort
atelier de montage des locomotives
à vapeur, début du XX^e siècle
(coll. Archives municipales de Belfort)

La ville de Belfort, restée française et détachée de l'Alsace annexée, doit paradoxalement sa prospérité aux conséquences d'un des plus grands malheurs de son histoire, le siège de 1870 - 1871.

En effet, l'article 2 du traité de Francfort du 10 mai 1871 laisse aux Alsaciens et Lorrains annexés, la possibilité de conserver la nationalité française, à condition d'en décider avant le 1^{er} octobre 1872 et de transférer effectivement leurs résidences en France. Ce choix c'est celui de l'option française. Avec Nancy, Belfort est un des deux centres d'accueil.

On estime à plus de 10 000 le nombre d'Alsaciens qui choisissent de se fixer à Belfort et dans ses environs. Cet afflux entraîne une renaissance pour la ville et un formidable essor économique.

Les industriels alsaciens qui ont la plus grande part de leur clientèle en France se voient tout à coup dans l'obligation de payer des droits de douane importants à l'entrée de leurs produits sur le territoire national. Alors pour conserver leurs débouchés traditionnels et rester concurrentiels sur le marché français, ils sont amenés à construire des succursales en France. La région de Belfort, outre l'attrait sentimental comme

La démolition de la porte de France et du front occidental du pentagone fortifié de la Vieille Ville en 1899, marque symboliquement l'extension urbaine de Belfort en favorisant l'aménagement de la place de la République et du Quartier Neuf, en lien avec le pont Carnot qui enjambe la Savoureuse. Ce quartier bourgeois accueille les administrations de la ville et les grands magasins qui sont installés dans des immeubles de type « haussmannien ». Les terrains à bâtir sont mis en vente à partir de 1901 selon un cahier des charges contraignant.

L'afflux de la population implique par ailleurs la construction de nouveaux équipements collectifs comme des écoles de quartier, le lycée Condorcet, l'église Saint-Joseph, l'institution Sainte-Marie, les squares Lechten, de la Rosaie et un grand théâtre situé place Corbis.



Anonyme
Le quartier Carnot en cours de construction, vers 1902
(coll. Archives départementales du Territoire de Belfort)

Le colonel Denfert-Rochereau, un officier de la République

Un engagement militaire et politique

Pierre-Marie Philippe Aristide Denfert-Rochereau naît à Saint-Maixent le 11 janvier 1823 dans une famille protestante. À vingt ans il est admis à l'École Polytechnique et se résout à choisir une carrière militaire, il opte alors pour l'arme du **Génie**. En 1845, il intègre logiquement l'École d'Application de l'Artillerie et du Génie. Il se perfectionne notamment dans les techniques d'attaque et de défense des places fortes.



Anonyme,
le colonel Denfert-Rochereau
au lendemain du siège de Belfort
(coll. privée)

En 1848, Denfert-Rochereau accueille la révolution avec enthousiasme et aspire à l'avènement d'un régime plus démocratique et social voire européen. Ce militaire à l'âme républicaine se voit cependant contraint en 1849, de combattre en Italie les patriotes révolutionnaires romains. Ses idées politiques commencent à inquiéter les autorités militaires. Denfert-Rochereau reste dans l'armée après le coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 mais s'abstient dorénavant d'afficher ses opinions sur la politique intérieure de la France. En 1855 il est engagé dans la **guerre de Crimée**. À Sébastopol, il est épouvanté par les horreurs de la guerre et par la médiocrité du commandement responsable d'énormes pertes humaines. Grièvement blessé, il est évacué au cours d'un des assauts manqués de la tour Malakoff. Affecté plus tard à l'École d'Application de Metz, il enseigne l'art de la fortification jusqu'en 1860.

Képi porté par
le colonel Denfert-Rochereau
durant le siège de Belfort
(coll. Musée(s) de Belfort)



Ensuite, il part pour l'Algérie où il construit des casernes, des ponts et des barrages afin de mettre en valeur ce territoire au profit de la France.

Le défenseur de Belfort

Denfert-Rochereau rentre en métropole en 1864. En poste à Belfort, il entreprend alors d'améliorer la défense de la place et fait construire en particulier à partir de 1865, le fort des Barres. Lorsqu'éclate la guerre de 1870, Denfert-Rochereau, lieutenant-colonel depuis le 10 octobre est nommé par Léon Gambetta (1838 - 1882), ministre de la Guerre et de l'Intérieur, colonel à titre provisoire et gouverneur de Belfort.

Denfert-Rochereau, conscient que cette garnison hétérogène est mal équipée et mal armée, met tout en œuvre pour en faire une troupe disciplinée et apte au combat. Il hâte les travaux de fortifications à Bellevue, aux Perches, à Danjoutin et à Pérouse. Denfert-Rochereau s'assure également du concours actif de tous les officiers de la place (rompant dans cette initiative avec les traditions autoritaires du commandement) en sollicitant leurs avis et leurs conseils. Le commandant supérieur adresse aussi à la population belfortaine une proclamation aux accents républicains.

Au milieu de la place assiégée de toutes parts, Denfert-Rochereau tente de soulager les blessés et organise la distribution des denrées mais n'accepte pas de baisser les armes, malgré les pertes humaines au sein de ses troupes et l'aggravation de la situation sanitaire de la population civile.

Le 28 janvier 1871, l'armistice est signé mais il exclut Belfort qui résiste toujours. La garnison cesse le feu le 13 février sur ordre du gouvernement français. Le 17 elle quitte la ville. Denfert-Rochereau refuse les honneurs de la guerre, ne s'estimant pas vaincu, il rejoint Grenoble sous les ovations des villes qu'il traverse avec ses hommes.

Un héros mal récompensé

Le 10 mars 1871, Denfert-Rochereau est mis en non-activité et le 18 avril en disponibilité. Ses opinions républicaines et son héroïque défense de Belfort déplaisent fortement à l'État-major de l'Armée. Il n'obtiendra jamais le grade de général.

Denfert-Rochereau se lance alors dans la vie politique. Il est élu député le 2 juillet 1871 dans plusieurs départements mais battu à Belfort. À la chambre des députés, il consacre l'essentiel de son activité aux questions militaires : il préconise entre autres un service militaire beaucoup plus court mais obligatoire pour tous.

En 1873 et en 1874, Denfert-Rochereau publie dans la *revue politique et littéraire* deux articles réclamant pour les militaires le droit de vote (retiré en 1872) et la liberté d'expression, dont ils sont privés depuis 1835.

Cinq ans plus tard, le 11 mai 1878, le colonel Denfert-Rochereau meurt subitement d'une mauvaise bronchite à l'âge de 55 ans. Les obsèques ont lieu à Montbéliard, ville natale de son épouse. La ville de Belfort lui rendra hommage avec la statue *Quand même*.

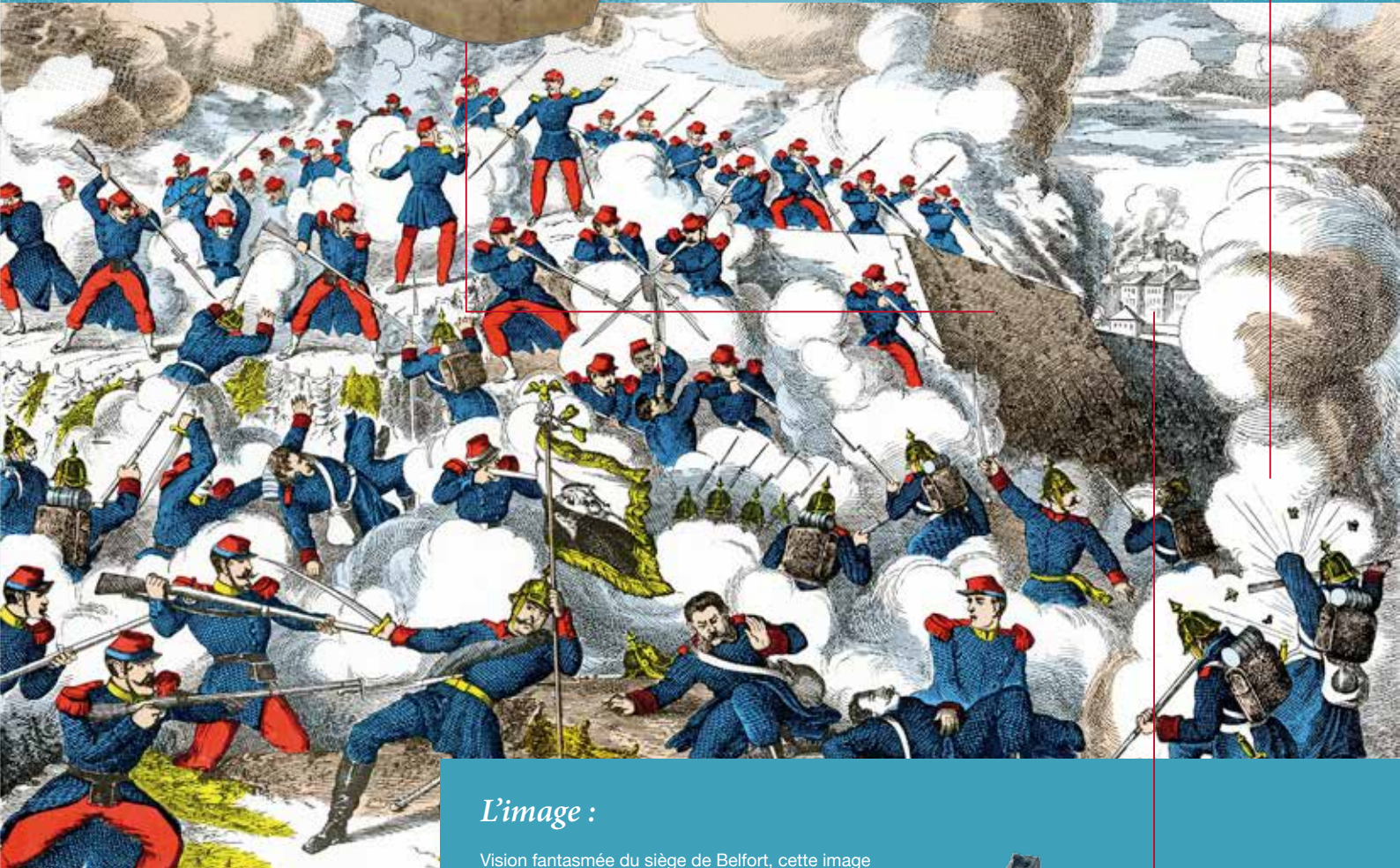
Épée d'honneur offerte par les dames
de Mulhouse au colonel Aristide
Denfert-Rochereau (1823 - 1877),
héroïque défenseur de Belfort assiégé
en 1870 - 1871.
(coll. Musée(s) de Belfort)



Auguste Bartholdi
(1834-1904)
Étude du monument
dédié aux défenseurs
de Belfort



Éclats d'obus
prussiens
retrouvés sur les
glacis de Belfort



L'image :

Vision fantasmée du siège de Belfort, cette image appartient à une série illustrant la guerre de 1870-71, éditée par la fabrique Pellerin d'Épinal.

Belfort, symbole de patriotisme héroïque

L'imagerie populaire naît avec les techniques d'impression mécanique, d'abord la **xylographie** puis la gravure sur cuivre au XVIII^e siècle et la **lithographie** au XIX^e siècle.

À la fin du XVIII^e siècle, Jean Charles Pellerin fabrique des jeux de cartes et imprime des **estampes gravées sur bois** à Épinal. Contes, légendes, chansons, récits pour enfants, épisodes historiques marquants et images pédagogiques viennent compléter le registre religieux du début. La fabrique d'Épinal devient célèbre, à partir du Second Empire, avec ses séries d'images diffusant largement la gloire napoléonienne puis les batailles de la guerre de 1870 - 1871. Elle reste actuellement la seule fabrique d'images encore active en Europe.

Au premier-plan, les soldats prussiens coiffés de leurs casques à pointes tentent vainement de s'emparer de la citadelle qui protège la ville de Belfort visible à l'arrière-plan à droite. La bravoure des soldats français s'impose dans l'image par l'énergie déployée dans une résistance opiniâtre et efficace mise en exergue en 1880, sous les traits d'un lion par Frédéric-Auguste Bartholdi et par le monument *Quand même* d'Antonin Mercié. Les soldats allemands apparaissent quant à eux désorganisés, scindés et refoulés. L'artiste de l'imprimerie Pellerin, comme dans toute la série, valorise les couleurs nationales à travers les tuniques bleues et les pantalons rouges. Il met aussi en avant ce qui fait la valeur et la gloire de l'armée française de l'époque, le combat au corps à corps, à la baïonnette montée sur leurs fusils **Chassepot**. Balayant toute l'image, des colonnes de fumée blanche évoquent la dure réalité de l'événement : 103 jours de siège dont 73 de bombardement par l'artillerie prussienne.

Antonin Mercié
(1845 - 1916)
monument *Quand même*
érigé sur la place d'Armes
de Belfort en l'honneur
des deux hommes qui ont
permis la conservation
de Belfort à la France,
Denfert-Rochereau
et Adolphe Thiers



Glossaire des termes techniques

Chassepot

Le fusil modèle 1866 dit Chassepot du nom de son créateur Antoine Alphonse Chassepot (1833 - 1905) est un fusil de l'armée française mis en service en 1866. Il est employé principalement pendant la guerre franco-prussienne de 1870 et la Commune de Paris. C'est la première arme réglementaire de l'armée française à utiliser le chargement par la culasse, et non plus par la bouche. Le Chassepot permet donc le tir et surtout le rechargement couché, ainsi qu'une cadence de tir accrue.

Estampe

À l'origine, le terme estampe désigne le résultat de l'impression d'une gravure sur bois ou sur métal, ou d'un dessin sur pierre.

Adolphe Thiers (1797 - 1877)

Avocat de formation, il fait partie du Corps législatif de 1863 à 1870, où il est un des chefs de l'opposition à l'Empire. Son rôle politique amorcé en 1830 grandit encore avec les événements de 1870-1871 qui lui permettent d'être élu à la tête du nouveau gouvernement lors des élections du 8 février 1871. Durant les discussions du Traité de Francfort, Adolphe Thiers fait sien le problème particulier de Belfort et obtient non sans peine du chancelier Bismarck, de conserver à la France la seule ville alsacienne restée invaincue et ses environs proches.

Le génie

Le génie militaire est un corps de troupe composé de soldats techniciens chargés de la construction et de l'entretien des infrastructures. Il accomplit une grande variété de tâches : fortification, construction ou réparation de routes, de ponts, de voies de chemins de fer, pose ou destruction de champs de mines, etc.

La guerre de Crimée

La guerre de Crimée (1853-1856) est un affrontement entre l'Empire russe et une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, la France et le royaume de Sardaigne. Ce conflit est caractérisé par la grande inertie, voire l'improvisation du commandement interallié. Il est aussi marqué par le nombre élevé de pertes chez les alliés à cause de maladies comme le choléra et des problèmes d'approvisionnement. La victoire de Malakoff marque le début du renforcement de la politique et du prestige international de l'armée française qui efface ainsi la défaite de 1815.

Hausmannien

Style d'immeubles qui s'inspire des grands travaux d'urbanisme conçus pour Paris, sous le Second Empire, par le baron Hausmann (1809 - 1891). Un cahier des charges prévoit que les bâtiments doivent avoir une hauteur minimale et présenter une certaine unité de style. L'immeuble de rapport et l'hôtel particulier s'imposent comme modèles de référence. L'alignement des façades, la généralisation du balcon et de l'ornementation extérieure en sont les principales caractéristiques.

Landwehr

Nom donné, en Prusse et dans d'autres états de l'Allemagne, à une partie de la population qui est armée et exercée pour servir, en cas de besoin, d'auxiliaire aux troupes de ligne.

Lithographie

Technique d'impression à plat qui permet la création et la reproduction à de multiples exemplaires d'un tracé exécuté à l'encre ou au crayon sur une pierre calcaire. Le dessin est tracé directement sur une pierre calcaire à l'aide d'un crayon gras et c'est par un procédé chimique appliqué sur toute la surface de celle-ci que l'encre d'imprimerie adhère aux seules surfaces touchées par le crayon. Avec cette nouvelle technique, le style des dessins change. Il est moins naïf et s'orne de détails.

Mobiles

La Garde nationale mobile fut créée par la loi du 1^{er} février 1868 afin de concourir comme auxiliaire de l'armée active à la défense et au maintien de l'ordre intérieur. À Belfort, 12 800 mobiles constituent la quasi totalité de la garnison. Les troupes défendent la place du 2 novembre 1870 au 18 février 1871. Les formations de mobiles disparaissent après le conflit pour faire place à des unités composées de réservistes.

Édouard Thiers (1843 - 1890)

Officier polytechnicien originaire de la Nièvre, il prend ses fonctions à l'état-major de la place de Belfort en 1870. Le colonel Denfert-Rochereau utilise ses grandes compétences stratégiques et son dévouement total à la défense pour mettre en échec les assiégeants notamment en fortifiant sans relâche les hauteurs de Bellevue, point le plus faible de la défense belfortaine.

Le traité de Francfort

Le traité de Francfort, signé le 10 mai 1871, met fin à la guerre franco-prussienne. La France cède à l'Allemagne une partie de la Lorraine et l'Alsace. Cependant un territoire de 600 km² formé des 106 communes de l'ancien arrondissement de Belfort, est détaché du département du Haut-Rhin devenu allemand.

Sosthène de La Laurencie (1843 - 1921)

Officier polytechnicien originaire d'Angoulême, il arrive à Belfort le 7 août 1870 avec son unité, afin d'organiser la défense de la Citadelle sous l'autorité du colonel Denfert-Rochereau. Son esprit d'innovation en matière d'emploi de l'artillerie, permet au jeune officier, nommé capitaine en octobre 1870, de se distinguer. Chargé d'organiser l'artillerie de la partie haute de la Citadelle, il fait modifier les affûts des canons pour en accroître l'efficacité, tenant ainsi l'ennemi à distance, lui infligeant des pertes et retardant le bombardement de la place.

Xylographie

La xylographie est un procédé de reproduction mécanique d'une image en série sur un support plan, papier ou tissu, en utilisant une tablette de bois gravé comme empreinte pouvant être reproduite par estampage (ou impression).

Illustration de couverture :
Le fort des Basses-Perches pendant
l'attaque de l'armée prussienne,
le 24 novembre 1870.

Il s'agit de la dernière sortie du colonel
Denfert-Rochereau (visible en bas à
droite), qui se mettra à l'abri le
lendemain dans une casemate au pied
de la citadelle. Il n'en sortira plus
jusqu'au 14 février 1871, dernier jour
du siège de Belfort.

En bas :
Képi de garde mobile du Rhône
(coll. Musées de Belfort).

académie
Besançon

m
Musée(s) de BELFORT

Musée d'histoire
Musée des beaux-arts
Musée d'art moderne
(Donation Maurice Jardot)
Lion de Bartholdi
Tour 46

administration :
Musée(s) de Belfort
BP 20223
90004 Belfort Cedex
Tél. 03 84 54 25 51
Fax 03 84 28 52 96
www.mairie-belfort.fr
musees@mairie-belfort.fr

conception rédaction :
service des publics
et service éducatif
des Musées de Belfort,
Jérôme Marche
et René Bernat.



9 782911 661358